

qui vivent encore aujourd'hui ne le cèdent à personne en bravoure et en combativité sur la ligne de feu.

J'ajouterai que si les gens de langue française des Provinces maritimes n'avaient pas été mal informés par la propagande qu'on y a faite, il n'y aurait pas eu de division entre l'élément de langue française et celui de langue anglaise. Je suis fortement d'avis que si on avait fait moins de propagande dans la province de Québec et qu'on eût donné à sa population une éducation nationale plus large au lieu de s'en tenir étroitement à une éducation de clocher, l'état d'esprit alarmant qui y prédomine aujourd'hui n'existerait pas.

Je le dis en toute franchise, maintenant que les deux grands partis s'accordent ouvertement et librement sur cette question de conscription ou de service sélectif ou de quelque autre nom qu'on désigne l'appel d'hommes venant de toutes les parties du Dominion sur un pied de stricte égalité, nous devrions nous efforcer d'amener nos compatriotes de langue française à se considérer comme citoyens non seulement du Québec mais de tout le Canada. Si cette province continue à se regarder comme à part des autres, nous ne nous accorderons pas d'ici longtemps, et tant que ce sentiment existera, le Canada sera une nation désunie.

Malheureusement il y a entre le Québec et l'Ontario un esprit de rivalité mêlée d'antagonisme. Ce sentiment ne se rencontre pas entre les Provinces maritimes et le Québec. Là-bas il n'est jamais question de différencier ceux qui parlent le français de ceux qui parlent l'anglais. Pourquoi ces relations amicales n'existeraient-elles pas entre l'Ontario et le Québec? En réalité ces deux provinces, si on peut ainsi dire, sont toujours prêtes à prendre la mouche et à se lancer un défi. Cet esprit antagoniste engendre des difficultés. Joignons-nous pour former un Canada uni au lieu de continuer à vivre mécontents et à part sur cette moitié du continent nord-américain.

Comme je l'ai déjà dit en deux circonstances en cette enceinte, j'approuve tout ce que le Gouvernement a fait pour la poursuite de l'effort de guerre. La dernière fois que j'ai adressé la parole aux honorable sénateurs, je me suis plaints de la lenteur du Gouvernement à agir et que nous retardions de six mois à un an. Mais lorsqu'il s'est aperçu que la population était engagée corps et âme dans la guerre, il a fait son possible pour maintenir l'élan que la population avait donné à la poursuite de la guerre. Ceci eut pour résultat une collaboration magnifique, non

seulement de la part de nos forces combattantes,—les meilleures du monde,—mais de la part de nos mécaniciens, bûcherons, cultivateurs, hommes d'affaires et financiers. Ils ont tous travaillé avec cœur.

On soutient, dans certains milieux, qu'on devrait imposer la conscription des richesses avant de recourir à la conscription du capital humain. Je dirai ici et au pays tout entier que nous avons maintenant la conscription des hommes et qu'il ne reste pas une bien considérable réserve. J'ajoute que les richesses sont également conscrites.

Une VOIX: Très bien.

L'honorable M. BLACK: C'est un fait. Je ne blâme pas le Gouvernement d'avoir prélevé des impôts de temps de guerre, car je veux bien faire ma part, mais aujourd'hui, sous forme d'imposition, le Gouvernement conscrit de 50 à 75 p. 100 du revenu de chacun des Canadiens. Cependant, ce n'est pas tout. A la mort de quelqu'un, le Gouvernement se constitue son héritier et, à la suite du paiement des droits successoraux au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial, c'est à peine s'il reste quelque chose pour les membres de sa famille. Nonobstant ce que peut affirmer le parti de la Fédération du commonwealth coopératif, la richesse est bel et bien presque complètement conscrite dans notre pays, et, si nous faisons davantage dans ce sens, l'entreprise et le commerce ne recevront plus beaucoup d'encouragement. Voilà un danger à éviter. Nous devons maintenir l'entreprise privée. Nous devons encourager l'initiative des citoyens de notre pays, car si le gouvernement se mettait en frais d'exploiter toutes les industries, toutes les fermes, toutes les mines, la population du Canada pourrait bien descendre jusqu'au niveau d'infamie qu'éveille à l'esprit le mot "zombie". Nous ne voulons pas nous trouver dans cette situation peu enviable. Nous devons encourager l'industrie et l'entreprise, car si nous ne le faisons pas, nos jeunes gens n'auront plus rien à chérir quand ils reviendront au pays. J'unis ma voix à celles des honorables préopinants et je formule le vœu sincère que, lors de leur réintégration dans la vie civile, nos jeunes gens et nos jeunes filles pourront trouver de solides positions et de bons foyers.

L'honorable M. BALLANTYNE: Me permettra-t-on de dire un mot avant l'ajournement? Tenant compte de ce qui s'est passé ici au cours du débat, cet après-midi, je suis heureux de dire que nous avons tous raison, sauf peut-être quelques petits détails. C'est le gouvernement Borden qui a proposé

L'hon. M. BLACK.